

Ces colonies étaient au nombre de treize; la Géorgie, la plus récemment formée, l'avait été en 1735.

Bornées du côté du continent par des déserts que parcouraient les hordes des indigènes, les provinces anglaises de l'Amérique septentrionale, faiblement peuplées dans leur origine, n'avaient pas de fréquens points de contact avec le Canada occupé par les Français. Pourtant vers la fin du dix-septième siècle, les habitans de Boston et de New-York prirent part aux hostilités qui eurent lieu par terre. Au commencement du dix-huitième siècle, la France fut obligée de céder à la Grande-Bretagne, l'Acadie et les îles voisines. Débarassées de voisins incommodes de ce côté, les provinces anglaises du nord purent donner plus d'attention à leur navigation et à leur culture, leurs progrès étaient rapides; ce furent elles qui, en 1745, conquièrent pour la métropole l'île du Cap Breton restée à la France.

La paix d'Aix-la-Chapelle en 1748 n'effectua proprement qu'une trêve entre les deux nations rivales qui se partageaient les immenses contrées comprises entre la Louisiane et le Canada. La France jalouse de s'assurer la libre communication de l'un à l'autre de ces pays, et de resserrer en même temps les Anglais entre les montagnes de l'Alleghany et l'Atlantique, afin de jouir exclu-

sivement des avantages du commerce intérieur du continent, fit construire une ligne de forts depuis le Niagara jusqu'à Saint-Louis, sur le Mississipi. L'Angleterre prévoyant les conséquences de ces mesures, cherchait l'occasion d'une rupture. La guerre éclata bientôt, le début des hostilités ne fut pas heureux pour les armes britanniques. En 1755 le général Braddock allant attaquer le fort du Quesne, au confluent de l'Alleghany, se laissa surprendre et fut tué. Les débris de sa troupe furent sauvés par la présence d'esprit et le courage du colonel George Washington qui avait alors vingt-un ans; et cette action d'éclat fut son prélude dans la carrière de la gloire.

La chance tourna; les campagnes suivantes furent marquées par les désastres des Français; ils perdirent le Canada dont la possession fut assurée à la Grande-Bretagne par le traité de paix de 1763. Mais l'éclat des victoires avait été chèrement acheté. L'épuisement des finances força de songer à de nouvelles ressources pour faire face aux dépenses et payer l'intérêt de la dette qui s'était considérablement augmentée.

L'on avait eu pendant la guerre, l'idée de soumettre les colonies à un impôt qui serait décrété par le parlement britannique. Ce projet fut repris à la paix; on voulut le mettre à exécution, il alluma un incendie que l'on était loin de prévoir.



Imbus des principes de liberté reconnus en Angleterre, les habitans des colonies de l'Amérique pensaient que quoiqu'ils fussent séparés de la métropole par l'Océan, ils devaient jouir des mêmes droits que les citoyens de la Grande-Bretagne; et que par conséquent ils ne pouvaient être obligés à payer un impôt auquel leurs représentans n'auraient pas consenti. D'ailleurs les colonies avaient montré un esprit très-sage, quoique depuis le commencement de leur existence, elles eussent un gouvernement à peu de chose près indépendant. Elles jouissaient non-seulement de l'image, mais aussi de la réalité de la constitution anglaise. Elles choisissaient la plupart de leurs magistrats, et les payaient tous. Elles dirigeaient seules leur gouvernement intérieur. La principale marque de subordination qu'elles donnaient, était de ne pas faire de lois en opposition avec celles de la métropole; de se soumettre à ce que celles qu'elles rendaient pussent être abrogées par le roi, et à obéir aux restrictions que le parlement imposait à leur commerce.

Au milieu de ces circonstances favorables, les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale avaient éprouvé un développement uniforme et suivi, elles avaient presque atteint à un degré qui pouvait les faire regarder comme une nation, et la plus grande partie de l'Europe ignorait leurs

progrès. Quelques actes arbitraires de la part des gouverneurs, des jalousies de particulier à particulier, des rumeurs populaires avaient quelquefois interrompu le calme politique dont elles jouissaient, sans altérer en rien la marche de leur prospérité.

Dès le commencement de la guerre de 1755, elles conçurent que pour résister plus efficacement aux empiétemens des Français, elles devaient réunir leur force afin de donner plus d'ensemble à leurs opérations. Les gouverneurs et les membres les plus influens des assemblées provinciales, tinrent une assemblée générale à Albany en 1754. Il fut décidé à l'unanimité dans ce congrès, que l'union des colonies était nécessaire; les commissaires proposèrent de former un grand conseil dont les membres seraient élus par les assemblées provinciales, et qui, avec un gouverneur nommé par le roi, serait autorisé à faire des lois et à lever sur les colonies les sommes dont elles auraient besoin pour leur défense commune. On pensait que si ce plan était adopté, l'on pourrait repousser l'agression des Français, sans le secours de la Grande-Bretagne. Les ministres anglais auquel le projet fut soumis, se gardèrent bien de l'adopter; ils firent une autre proposition: les gouverneurs de toutes les provinces, auxquels seraient adjoints deux membres de leur





conseil respectif, qui étaient la plupart nommés par le roi, devaient, de temps en temps, concerter des mesures pour la totalité des colonies; construire des forts et lever des troupes avec la faculté de fournir sur la trésorerie britannique, des mandats qui seraient ensuite remboursés par un impôt que le parlement de la Grande-Bretagne assiérait sur les colonies. Ce plan ne déplut pas moins aux colons que le précédent aux ministres. L'idée d'une union fut alors laissée de côté, sans cependant être mise en oubli.

Les colonies avaient fait de grands sacrifices en hommes et en argent pendant la guerre. En même temps elles avaient acquis une certaine connaissance des opérations militaires et de la confiance dans leurs propres forces. Ainsi elles purent concevoir dès l'époque de la paix, des idées d'indépendance. Il ne fallait qu'une étincelle pour allumer un incendie dans le Nouveau-Monde, elle partit de l'ancien.

La Grande-Bretagne adopta en 1764, des réglemens gênans pour le commerce des colonies; le préambule de ces lois causa des alarmes; la manière dont elles devaient être mises à exécution augmenta les craintes. Elles furent réalisées; des murmures leur succédèrent; cependant ils auraient pu s'évaporer sans autre résultat, si la mère-patrie n'eût pas songé à pousser ses préten-

tions trop loin. Bientôt le parlement britannique prit des résolutions tendantes à établir en Amérique un impôt du timbre. La loi passa au mois de mars 1765. Les hommes de bon sens devinèrent qu'elle allait causer de grands troubles. Les chartes de quelques provinces les autorisaient à résister à des mesures de ce genre; l'impôt du timbre trouva donc une opposition unanime. La Virginie montra l'exemple. De toutes parts des pétitions énergiques furent adressées au roi et au parlement; en même temps, on maintint le principe que les colonies ne pouvaient être imposées que par leurs propres assemblées; on convint généralement de se passer des produits des manufactures anglaises tant que l'impôt subsisterait. Dans plusieurs villes il éclata des troubles sérieux; l'animosité se manifesta contre tous les hommes qui s'étaient montrés favorables à l'impôt. La clameur publique en Angleterre le condamnait; il fut abrogé le 16 mars 1766.

Mais la conduite du parlement dans cette occasion choqua les colonies, parce qu'il soutint son droit de les imposer, et qu'il cassa et annula toutes les résolutions prises par les assemblées provinciales pour revendiquer leurs prérogatives. Il déclara qu'il avait le pouvoir de lier les colonies dans tous les cas quelconques. Vaine démarche! il céda à la résistance qu'on lui opposait; il



encourageait donc à faire de même à l'avenir.

Des deux côtés l'amour-propre était en jeu : l'orgueil des Anglais se révoltait à l'idée que les colonies pussent refuser de se conformer à la volonté d'un parlement auquel ils obéissaient tous ; de leur côté les Américains s'écriaient avec non moins de fierté , que la petite île de la Grande-Bretagne qui formait à peine un point sur la mappemonde , était bien audacieuse de vouloir commander aux citoyens libres du grand continent de l'Amérique.

En conséquence de ses prétentions , le parlement établit en 1767 des droits sur différentes marchandises dont on supposait que les colonies ne pourraient pas se passer ; entre autres sur le thé ; ils étaient fort modérés. N'importe , ils parurent aussi odieux que le timbre parce qu'ils attaquaient un principe dont les colonies ne voulaient pas se départir. Cette fois l'opposition alla plus loin , parce que l'autorité déploya l'appareil de la force pour parvenir à percevoir les droits. Dans quelques ports , des marchandises qui arrivaient de la Grande-Bretagne furent embarquées de nouveau et renvoyées.

L'explosion du mécontentement des Américains força le parlement à faire un nouveau pas en arrière ; en 1770 les droits furent abolis ; on ne laissa que le droit sur le thé ; les Américains qui redoutaient surtout de voir consacrer le prin-

cipe qu'on pût les imposer sans leur consentement , convinrent de ne pas consommer de thé.

Cependant des scènes de violence aigrissaient les esprits. A Boston , des soldats poussés à bout par les injures et les mauvais traitemens qu'ils recevaient d'un rassemblement de matelots américains , tirèrent plusieurs coups de fusil qui tuèrent trois hommes et en blessèrent cinq. La fureur du peuple fut au comble , on fit sortir de la ville tout le régiment. Le capitaine du détachement qui avait fait feu , et ses soldats furent emprisonnés ; deux seulement furent jugés coupables d'homicide. L'instruction de ce procès offre des traits caractéristiques de courage , de modération et d'équité bien honorables pour les Américains. John Adams , l'un des ardens promoteurs de la liberté de son pays , défendit les accusés ; le jury osa les absoudre ; le peuple respecta le jugement.

Cet événement fit d'ailleurs une forte impression sur l'esprit des Américains , et concourut à produire d'importans résultats. Les trois victimes avaient été inhumées avec grande pompe ; l'anniversaire de ce jour fut célébré pendant trois ans par des solennités ; des orateurs prononçaient des discours dans lesquels ils s'attachaient à peindre les bienfaits de la liberté , l'horreur de l'esclavage , le danger d'une armée permanente , les droits des



colonies. Ainsi tout tendait à ranimer le feu qui se répandait chaque jour davantage.

Le parlement britannique déterminé à forcer les Américains à recevoir le thé qu'ils ne voulaient pas consommer, encouragea la compagnie des Indes à le transporter en Amérique dans ses propres vaisseaux, et à nommer des agens pour le vendre dans ce pays. Les colons pour échapper à l'effet de cette mesure, prirent toutes les précautions possibles pour empêcher que le thé ne fût débarqué. A Boston un grand nombre de gens déguisés en Iroquois, montèrent à bord d'un bâtiment et jetèrent à la mer trois cent quarante-deux caisses de thé qui formaient sa cargaison. Ceci se passait au mois de novembre 1773. A la nouvelle de cette violence, le parlement rendit, le 25 mai 1774, une loi qui interdisait tout commerce à Boston, et transférait le siège du gouvernement à Salem.

Le ministère espérait que jalouses de la prospérité de Boston, les autres villes profiteraient avec plaisir des avantages dont on la privait; son attente fut déçue. La cause de Boston devint celle de toute l'Amérique. Le 1<sup>er</sup> juin, jour fixé pour la clôture du port de Boston, fut fixé dans toutes les colonies pour un jour de jeûne solennel.

Cependant le général Gage arrivé d'Angleterre à Boston, comme gouverneur du Massachusetts, fit paraître une proclamation qui déclarait illé-

gales et factieuses, toutes les assemblées dans lesquelles on s'engageait à cesser toute relation commerciale avec la Grande-Bretagne, et menaçait de punir quiconque souscrirait ou soutiendrait des résolutions de ce genre; mais que pouvaient des proclamations dans la situation actuelle des esprits?

Un congrès de toutes les provinces s'ouvrit à Philadelphie au mois de septembre. Ses délibérations furent très-calmes; on approuva la conduite des habitans du Massachussets; on recommanda de les indemniser de la clôture du port et des pertes qu'ils pourraient éprouver par la suite; on vota une adresse au général Gage pour l'inviter à ne pas persister dans des mesures qui annéantiraient toutes les espérances de réconciliation avec la métropole; on adopta une déclaration pour maintenir le principe que les Américains ne pouvaient être privés du droit de s'imposer; on recommanda de respecter les troupes du roi et tout ce qui appartenait à la couronne; on persista dans toutes les résolutions prises précédemment, enfin l'on vota une pétition au roi et une adresse au parlement, pour réclamer la jouissance des droits que rien n'avait dû faire perdre.

L'instant de la crise approchait. Le 19 avril 1775, Gage donna ordre à un corps de 800 hommes, d'aller s'emparer d'un dépôt d'armes que les



Américains avaient formé à Concord, à vingt milles de Boston. Malgré le secret gardé pour assurer le succès de cette expédition, les colons qui en furent instruits, s'étaient rassemblés à Lexington; toutefois la plupart se retirèrent, et il ne resta que soixante hommes de milice; ceux-ci s'étant avancés pour reconnaître les Anglais, furent sommés de se disperser; n'ayant pas obéi, on tira sur eux, quelques-uns furent tués, les autres se dispersèrent. La troupe arrivée à Concord, exécuta sa commission; sa retraite fut difficile et meurtrière. La milice rassemblée en plusieurs petits corps sur la route que les Anglais devaient suivre, ne cessa de les harceler, et quoiqu'ils fussent renforcés d'un corps de 900 hommes, ils ne regagnèrent Boston qu'après avoir perdu plus de 250 hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Dès ce moment il était clair que les armes devaient décider la controverse qui s'était élevée entre les colonies et la métropole. Le congrès provincial de Massachussets vota une armée de 30,000 hommes. Quelque temps après 20,000 hommes assiégèrent Boston; ils s'emparèrent des hauteurs voisines; Gage essaya de les en déloger; le 17 juin, la bataille de Breed ou Bunker's-Hill se donna; les Américains furent forcés de se retirer. Toutes les colonies étaient déjà en armes;

le 2 juillet le colonel Washington fut nommé généralissime des armées américaines.

Cependant le lien qui unissait les colonies à la métropole n'était pas rompu, elles nommaient encore le roi de la Grande-Bretagne leur légitime souverain, et imploraient pour lui la bénédiction de Dieu tout-puissant, qu'elles suppliaient de l'éclairer pour qu'une réconciliation put s'effectuer.

Bientôt il ne fut plus possible d'y songer, de tous côtés des attaques d'un parti contre l'autre avaient lieu; au mois de décembre les Américains essayèrent d'emporter Quebec et furent repoussés. Plusieurs villes dans différentes provinces furent brûlées par les Anglais; ils armèrent les Indiens contre les Américains. Ceux-ci paraissaient décidés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Au mois de mars 1776 ils contraignirent leurs ennemis à évacuer Boston.

Enfin les colonies, apprenant que la Grande-Bretagne envoyait des troupes étrangères pour les combattre et les soumettre, interdisait toute communication et tout commerce avec elles, et déclarait de bonne prise leurs navires dont les vaisseaux de l'état s'empareraient, virent qu'il fallait renoncer à tout espoir d'accommodement.

Le 4 juillet 1776 le congrès assemblé à Philadelphie déclara que les treize colonies unies étaient



et devaient être de droit des états libres, indépendans et souverains; qu'elles étaient déliées de toute obéissance au roi de la Grande-Bretagne, et renonçaient à tout lien politique avec cet état.

Le sort en étant jeté, il fallait vaincre ou périr dans la lutte que l'on venait d'engager avec la métropole. La guerre se fit avec une violence sans égale; les succès furent balancés. Howe et Clinton avaient remplacé Gage; ils obtinrent des avantages sur les Américains; le congrès fut contraint de sortir de Philadelphie. Heureusement la capitulation de l'armée de Burgoyne en 1777, releva les espérances des colonies. Bientôt un événement important leur en fit concevoir de nouvelles. La France reconnut l'indépendance des Américains le 6 février 1778, et leur promit son secours. Ses flottes abordèrent dans leurs ports et y apportèrent une armée. La trahison d'Arnold mit un instant la cause des Américains en danger en 1779. Il était convenu avec les Anglais de leur livrer le fort de West-Point, sur la rive droite du Hudson, son complot fut découvert à temps; il s'enfuit pour éviter le supplice des traîtres.

En 1781 les événemens de la guerre dans les provinces du sud où les Américains avaient éprouvé des échecs, commencèrent à reprendre pour eux un aspect favorable; et la campagne de cette année se termina par la reddition de lord Corn-

wallis qui, avec ses troupes mit bas les armes devant les armées américaine et française.

Cet événement décida de la paix. La Grande-Bretagne ne pouvait plus raisonnablement se flatter de l'espoir de soumettre l'Amérique; ses soldats évacuèrent successivement les provinces du sud et se réunirent à New-York. Le général anglais Carleton, arrivé au commencement de 1782, informa le congrès que les négociations pour la paix étaient ouvertes en Europe. Les préliminaires par lesquels la Grande-Bretagne reconnaissait l'indépendance des treizes colonies de l'Amérique septentrionale furent signés le 30 novembre, et la paix fut définitivement conclue le 3 septembre 1783.

Leur indépendance avait déjà été reconnue par plusieurs états de l'Europe, elle le fut généralement en 1785. Elle était conquise, cette indépendance, mais pour en jouir paisiblement, les Américains passèrent par toutes les épreuves des états naissans; elles se compliquèrent par le fléau du papier monnaie, par la malveillance des ennemis secrets de la révolution qui semèrent la défiance contre le congrès et excitèrent la rivalité des provinces, par la divergence des intérêts et la jalousie du pouvoir du congrès. Dans plusieurs états le peuple s'agita pour affaiblir ou détruire des pouvoirs que son avantage même devait lui conseiller d'affermir et



d'étendre. On sentit le besoin d'un lien assez énergique pour contraindre chaque état à tendre au bien de la confédération entière. En conséquence, des délégués se réunirent en convention générale à Philadelphie, au mois de mai 1787, sous la présidence de Washington; après quatre mois de discussions, elle arrêta le 17 septembre, un plan de constitution fédérale qui fut envoyé au président du congrès; ce corps y ajouta quelques articles explicatifs.

L'acceptation de la constitution soumise à l'examen successif des conventions des divers états, éprouva des difficultés; cependant en 1789 onze états lui avaient donné leur approbation. Mais si l'examen de la constitution avait excité le combat des opinions et l'opposition des partis dans les différens états, tous les esprits se réunirent sur le choix du magistrat chargé par cette constitution du pouvoir exécutif de l'Union. L'unanimité des suffrages appela Washington à cette place éminente le 5 mars 1789. Son voyage des bords du Potômac à New-York fut une véritable marche triomphale.

Washington fut réélu en 1793; le terme de cette seconde présidence étant expiré en 1796, il se retira dans ses terres en Virginie où il acheva paisiblement sa glorieuse carrière; chéri et regretté de ses concitoyens, sa mémoire sera éter-

nellement en vénération chez tous les peuples qui rendent hommage à la véritable vertu.

Les États-Unis de l'Amérique jouirent pendant près de trente ans d'une paix constante, malgré la tourmente à laquelle l'Europe était en proie; quelques froissemens avec les puissances belligérantes n'eurent pas de résultats, et la prospérité de l'Union fit des progrès rapides. Plusieurs nouveaux états y furent admis; en 1802 elle acquit de la France toute la Louisiane, ce qui lui donna un territoire une fois au moins aussi étendu que celui qu'elle possédait déjà.

Dans la guerre qui commença entre la France et l'Angleterre en 1803, les États-Unis conservèrent la neutralité jusqu'en 1812. Alors les vexations que leurs navires de commerce avaient éprouvées et les insultes faites à leur pavillon, les excitèrent à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne le 18 juin. Plusieurs frégates anglaises furent prises; les Américains en perdirent aussi, mais en moindre nombre. Divers combats se livrèrent sur terre; les Américains eurent long-temps du dessous. La chance leur fut ensuite plus favorable. Les Anglais furent battus sur les bords du lac Champlain et du Niagara; ils brûlèrent Washington, furent repoussés à Baltimore, et éprouvèrent devant la Nouvelle-Orléans une de ces défaites dont l'histoire n'offre pas beaucoup



d'exemples. La paix était signée à Gand le 24 décembre 1814, pendant que les hostilités se poursuivaient encore en Amérique.

L'Union conserva son étendue; en 1821 elle fut augmentée de la Floride que l'Espagne lui céda. A l'époque de la déclaration de l'indépendance, elle était composée de treize états; aujourd'hui elle en compte vingt-quatre, indépendamment du district de Columbia, et de cinq grands territoires dont quelques-uns n'ont que l'étendue nécessaire pour former de nouveaux états lorsqu'ils auront une population suffisante.

Au moment de la révolution, l'Union avait près de 3,000,000 d'habitans. Une loi ordonna qu'il serait fait un dénombrement tous les dix ans. Le premier eut lieu en 1790, on en trouva 3,929,000; 5,310,000 en 1800; 7,240,000 en 1810; 9,639,000 en 1820.

Les revenus de la république sont à peu près de 17,000,000 dollars (86,000,000 fr.), et la dépense ne s'élève pas tout à fait à cette somme.

Après la Grande-Bretagne, les États-Unis font le commerce maritime le plus considérable du globe. En 1821 la valeur des marchandises exportées a été de 64,974,000 dollars; elles consistent principalement en farine, froment et biscuit de mer, coton, tabac, bois de construction, riz, potasse et perlasse, maïs en grain et en farine,

poisson sec, bœuf salé, cuir, suif, bestiaux, pelletteries, munitions navales, huile de baleine. Les marchandises que l'on reçoit des pays étrangers, s'élèvent à près de 65,000,000 dollars.

Nous allons maintenant passer en revue diverses expéditions entreprises par ordre du gouvernement et par les citoyens des États-Unis d'Amérique.